

**Nations unies - Corée du Nord -
Non-prolifération - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 17 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie la présidence américaine pour la tenue de cette réunion importante sur le dossier nord-coréen, qui mobilise le Conseil de sécurité depuis de nombreuses années, comme je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques, Mme Rosemary DiCarlo, pour sa présentation très éclairante. Je suis heureux également de saluer les Représentants permanents de la République de Corée et du Japon.

Je formulerai trois remarques aujourd'hui : sur le contexte, sur l'approche qui doit nous guider et sur l'objectif final de dénucléarisation de la péninsule nord-coréenne qui doit nous rassembler.

Madame la Présidente,

1 / Les évolutions des derniers mois ont certes contribué à réduire les tensions. L'intensification des échanges entre toutes les parties et la relance du dialogue intercoréen sont des étapes importantes et encourageantes. Mais soyons lucides, les signes d'engagement concrets du régime nord-coréen sur le plan de la dénucléarisation de la péninsule se font toujours attendre. L'AIEA nous a indiqué le mois dernier que la Corée du Nord poursuivait son programme nucléaire. Nul n'ignore que Pyongyang continue de violer les sanctions et de les contourner avec une ampleur accrue et selon des méthodes de plus en plus diversifiées et sophistiquées ; et nul n'ignore non plus que Pyongyang le fait en exploitant les lacunes du système et les failles des dispositifs de certains Etats, quand ce n'est pas leur manque de volonté. Il ne s'agit pas uniquement des sanctions dans le domaine du pétrole : l'ensemble des sanctions sont concernées, du charbon au secteur financier. Le rapport du panel d'experts que nous avons pu examiner au sein du Comité de sanctions nous l'a de nouveau confirmé ; il indique également que Pyongyang continue ses programmes nucléaire et balistique en violation des résolutions de ce Conseil.

Madame la Présidente,

2/ C'est dire, à la lumière de ce constat, combien le chemin qui reste à parcourir est considérable, et combien nous devons rester collectivement vigilants. C'est pourquoi l'exigence d'unité et de fermeté qui nous a guidés jusqu'ici doit plus que jamais continuer de

prévaloir. Cette exigence doit s'articuler aujourd'hui autour de trois axes d'action en particulier :

- Premier axe : nous avons besoin d'une mise en oeuvre stricte, entière et à l'unisson des sanctions. Selon nous, une telle mise en oeuvre est plus que jamais essentielle pour préserver le levier indispensable dont nous disposons sur Pyongyang en vue de négociations sérieuses vers la dénucléarisation de la péninsule. C'est la stratégie que nous avons définie ensemble, et chacun d'entre nous doit s'y tenir rigoureusement. Les sanctions ne constituent pas un menu à la carte où chacun piocherait selon son appétit et ses préférences.

- Deuxième axe : un suivi rigoureux des agissements nord-coréens est nécessaire, par le biais du Comité de sanctions et des experts qui l'appuient. Je souhaite à cet égard les assurer de tout notre soutien, de même que la présidence néerlandaise du Comité 1718. Le comité de sanctions et le panel d'experts correspondant sont en effet le moyen le plus efficace d'apporter une information impartiale et d'encourager tous les Etats à respecter strictement leurs obligations. Leurs rapports - à vocation publique - sont également un outil essentiel pour vérifier la mise en oeuvre des sanctions et pour dissuader chacun, et notamment la Corée du Nord, de se livrer à des activités de contournement des sanctions. La France regrette à ce titre les blocages concernant le dernier rapport du panel. Il est essentiel en effet que les rapports du panel d'experts soient publiés sans interférence. Soyons clairs, le professionnalisme et la qualité des travaux des experts ne se mesurent ni à notre satisfaction à l'égard de leur contenu, ni à la prise en compte de nos vues a posteriori. L'indépendance et l'intégrité des panels d'experts sont l'ADN des régimes de sanctions, et il ne saurait être question de les altérer ou de les manipuler. Je souhaite exprimer ici l'extrême vigilance de la France à l'égard de toute tentative d'instrumentalisation.

- Troisième axe : nous devons être prêts à renforcer si nécessaire les sanctions. Elles restent en effet le meilleur outil à notre disposition pour maintenir le levier nécessaire de pression et envoyer un signal de fermeté au régime. C'est pourquoi nous appuyons pleinement les efforts américains en ce sens.

3/ Pour conclure, Madame la Présidente, les discussions sur la dénucléarisation doivent naturellement être soutenues. Mais cela ne doit surtout pas se faire au prix d'un relâchement de nos efforts : c'est au régime nord-coréen qu'il appartient de démontrer, par des gestes concrets, qu'il est sincèrement prêt à s'engager dans la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule, qui doit rester, plus que jamais, notre objectif commun. La France reste résolument engagée aux côtés de ses partenaires en ce sens, ici comme dans le cadre de l'Union européenne. J'appelle les membres de ce Conseil à rester unis dans la réalisation de cet objectif essentiel pour la paix et la sécurité internationales, et formule le souhait que la prochaine Assemblée générale des Nations unies nous permette d'avancer ensemble en ce sens.

Je vous remercie./.